



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 1^{er} au 5 juin 2026

Faits saillants

- Japon : adoption d'un budget supplémentaire pour atténuer l'impact du conflit au Moyen-Orient
- *Choose France* : SoftBank annonce un investissement record de 45 Mds EUR dans les infrastructures françaises d'IA
- Corée du Sud : les exportations atteignent un niveau record grâce au dynamisme des semi-conducteurs

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 05/06	Var. vs. 29/05
USD/JPY	159,9	+0,4 %
USD/KRW	1 539	+2,0 %
Nikkei 225	66 588 pts	+0,4 %
KOSPI	8 160 pts	-3,7 %
JGB 10 ans	2,656 %	-0,6 pbs
KTB 10 ans	4,245 %	+15,5 pbs

Japon

Macroéconomie

Budget supplémentaire | Le gouvernement japonais a approuvé le 3 juin un budget supplémentaire de 3 113 Mds JPY (16,8 Mds EUR) destiné à atténuer l'impact inflationniste du conflit au Moyen-Orient sur les ménages et les entreprises. Adopté par la Chambre des représentants le 4 juin, il devrait pouvoir entrer en vigueur rapidement une fois approuvé par la Chambre des conseillers (normalement ce 5 juin). Le dispositif prévoit la création d'un fonds de réserve de 2 500 Mds JPY (13,5 Mds EUR) dédié aux mesures visant à atténuer la hausse durable des prix de l'énergie, et alloue 514 Mds JPY (2,8 Mds EUR) à la reconstitution du fonds de réserve général mobilisé dans le cadre des subventions aux factures énergétiques engagées depuis le mois de mai. Si l'intégralité du financement reposera sur l'émission d'obligations de financement du déficit, le gouvernement cherche à contenir les tensions sur le marché obligataire en maintenant inchangé le volume d'émissions initialement prévu pour 2026 (168 500 Mds JPY, soit 907 Mds EUR), via un surplus de recettes fiscales constaté en 2025. Cette relance budgétaire intervient moins de deux mois après l'adoption de la loi de finances pour 2026-2027, alors que la Première ministre, S. Takaichi, avait jusqu'alors écarté la nécessité de mesures budgétaires exceptionnelles pour répondre à la dégradation de l'environnement

géoéconomique. Les interrogations des investisseurs sur la trajectoire des finances publiques japonaises se sont traduites par une remontée des rendements souverains, le taux des JGBs à 10 ans s'établissant à 2,67 % après avoir atteint un sommet historique de 2,80 % le 19 mai.

Démographie | Le taux de fécondité au Japon a reculé de -0,01 point en 2025 pour s'établir à 1,14 enfant par femme, un nouveau plus bas historique. Le nombre de naissances a diminué de -2,2 % sur un an, à 671 236, son niveau le plus faible depuis le début des statistiques comparables en 1899. Si le rythme du recul est moins marqué que durant les années de la pandémie de Covid-19 (environ -5 % par an), la légère hausse du nombre de mariages (+0,8 % en glissement annuel, à 489 119 unions) ne s'est pas traduite par un redressement significatif de la natalité. Le solde naturel demeure ainsi fortement négatif (-918 253 personnes), les décès (1,59 million) excédant les naissances de plus de 900 000 pour la 2^{ème} année consécutive. Les écarts territoriaux restent prononcés : le taux de fécondité atteint 1,52 à Okinawa, contre 0,96 à Tokyo, seule préfecture située sous le seuil d'un enfant par femme. Ces résultats apparaissent nettement plus dégradés que les projections du *National Institute of Population and Social Security Research*, dont le scénario central anticipait un taux de fécondité de 1,25 en 2025 et un passage sous le seuil de 670 000 naissances seulement à l'horizon 2040. Ils confirment ainsi l'accélération du déclin démographique japonais.

Droits de douane américains | À la suite de l'invalidation par la Cour suprême des barrières tarifaires globales mises en place par le Président Trump, l'administration américaine s'emploie à rétablir des mesures protectionnistes ciblant une soixantaine de partenaires commerciaux. Le représentant américain au Commerce, J. Greer, a ainsi recommandé l'instauration de nouveaux droits de douane au titre de la section 301 du *Trade Act* de 1974, invoquant des insuffisances présumées en matière de lutte contre le travail forcé. Le Japon et la Corée du Sud pourraient ainsi se voir appliquer des droits additionnels de 12,5 %, contre 10 % pour l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada. Selon J. Greer, ces nouvelles mesures devraient être finalisées avant le 24 juillet, date d'expiration des droits temporaires instaurés au titre de la section 122 du *Trade Act*. Leur impact sur les relations commerciales avec le Japon et la Corée du Sud demeurerait toutefois limité, dans la mesure où elles ne se cumuleraient pas avec les droits déjà appliqués au titre de la section 232, qui concernent notamment les importations d'automobiles, d'acier et d'aluminium.

Secteur financier

Marché boursier | Le marché boursier japonais a poursuivi sa progression au début du mois de juin, le *Nikkei 225* atteignant un nouveau sommet historique à 68 402 points en clôture le 3 juin, avant de se stabiliser autour de 67 600 points en fin de semaine. Cette hausse a surtout été portée par les valeurs technologiques, qui captent une part croissante des flux d'investissement domestiques et internationaux. Soutenu par de solides résultats financiers, avec un bénéfice net trimestriel multiplié par 3,5 sur un an, *SoftBank Group* a dépassé *Toyota Motor* pour la première fois depuis plus de vingt ans et est devenu la 1^{ère} capitalisation boursière japonaise, à 48 800 Mds JPY (263 Mds EUR). Dans le même temps, *Kioxia*, spécialiste des mémoires flash NAND, s'est brièvement hissée au 2^{ème} rang des capitalisations du marché japonais, illustrant le poids croissant des secteurs liés aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle (IA) dans la valorisation des actifs japonais. Cette dynamique repose en partie sur d'importants flux acheteurs étrangers, estimés à 73,6 Mds USD (63,4 Mds EUR) depuis le début de l'année, alors que les marchés boursiers sud-coréen et taïwanais enregistrent des sorties nettes de capitaux. À l'inverse, les valeurs exportatrices, en particulier automobiles, ont sous-performé en raison des incertitudes géopolitiques persistantes et des évolutions récentes du taux de change du yen.

Marché des changes | Le Ministère des Finances du Japon a révélé en fin de semaine dernière le détail des fonds engagés par le gouvernement et la Banque du Japon pour les interventions de change sur la période allant du 28 avril au 27 mai. Sans préciser les dates précises ni le nombre d'interventions conduites, il ressort que les fonds engagés se sont élevés à 73,6 Mds USD (63,4 Mds EUR), soit près de 6 % des réserves de change de l'État. Malgré leur ampleur inédite, ces opérations n'ont pas permis d'inverser durablement la dynamique de dépréciation du yen, qui évolue à nouveau autour de 160 JPY pour 1 USD en cette fin de semaine, soit un seuil proche de celui observé avant les interventions. Cette faiblesse persistante de la devise met en évidence l'efficacité limitée des interventions unilatérales face à des déterminants structurels toujours défavorables : maintien d'un écart de taux d'intérêt élevé avec les États-Unis, reprise des stratégies de *carry trade* dans un contexte d'accalmie de la volatilité financière, renchérissement de la facture énergétique lié au conflit au Moyen-Orient, et anticipation d'une dégradation du solde commercial. Dans ce contexte, l'attention des marchés se porte désormais sur la réunion de politique monétaire de la BoJ des 15 et 16 juin, à l'issue de laquelle une hausse de 25 pbs du taux directeur, pour le porter à 1 %, demeure largement anticipée (à près de 90 %) par les investisseurs. À l'approche du seuil symbolique de 160 JPY pour 1 USD, la Première ministre, S. Takaichi, a réaffirmé la disponibilité des autorités à intervenir face à des mouvements spéculatifs excessifs, tandis que le Gouverneur de la BoJ, K. Ueda, a confirmé qu'un éventuel resserrement monétaire ferait l'objet d'un examen approfondi lors de la prochaine réunion du *Policy Board*. Ces déclarations ont temporairement soutenu la devise sans remettre en cause sa tendance baissière de fond.

Secteurs non financiers

Choose France 2026 | À l'occasion de la 9^e édition du sommet *Choose France*, le géant japonais des centres de données, *SoftBank*, a annoncé un investissement initial de 45 Mds EUR dans les infrastructures françaises dédiées à l'IA, montant susceptible d'être porté à 75 Mds EUR à terme. Il s'agit du plus important investissement réalisé par le groupe japonais dans l'IA en Europe. D'ici à 2031, cette première enveloppe financera le développement de trois campus de centres de calcul dans les Hauts-de-France (Bosquel, Bouchain et Dunkerque), représentant une capacité énergétique cumulée de 3,1 GW et la création attendue de 8 600 emplois durant la phase de construction, ainsi que de 900 emplois permanents. Le groupe français *Schneider Electric* participera au déploiement de ces infrastructures en tant que partenaire industriel. *SoftBank* a justifié ce choix par la compétitivité du système électrique français, la disponibilité de foncier industriel, la qualité de l'écosystème national en matière d'IA et la densité des compétences scientifiques et technologiques présentes en France. Parallèlement, le groupe japonais *Horiba* a annoncé un investissement de 19,5 Mi EUR dans le projet « SpectrAI », visant à développer à Loos (Hauts-de-France) une plateforme de nouvelle génération d'instrumentation analytique combinant capteurs intelligents et analyse de données fondée sur l'IA. Ce projet devrait conduire à la création de 150 emplois hautement qualifiés. Avec 71 projets annoncés pour un montant total de 93 Mds USD – contre 37 Mds USD lors de l'édition 2025 – et près de 15 600 emplois attendus, l'édition 2026 de *Choose France* établit un nouveau record et confirme l'attractivité croissante du territoire français pour les investissements internationaux dans les secteurs technologiques et industriels stratégiques.

Sécurité économique | Le Parlement a adopté le 5 juin un amendement à la loi sur les changes et le commerce extérieur (*Foreign Exchange and Foreign Trade Act – FEFTA*), destiné à renforcer le dispositif national de contrôle des investissements étrangers. Cette réforme, annoncée par le gouvernement Takaichi en mars 2026, entend combler une lacune du cadre actuel en introduisant un mécanisme d'examen des investissements étrangers indirects dans des entreprises japonaises exerçant des activités sensibles. Le texte prévoit la création d'un comité interministériel chargé d'évaluer les opérations susceptibles d'entraîner une prise de

participation ou un contrôle indirect d'entreprises considérées comme stratégiques au regard de la sécurité nationale. Inspiré du Comité sur les investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS), ce dispositif doit permettre aux autorités d'apprécier les risques associés à certaines opérations et, le cas échéant, de recommander leur abandon ou leur modification. La réforme actualise également la définition de l'« investisseur étranger » au sens de la FEFTA. Celle-ci inclura désormais les entreprises de droit japonais placées *de facto* sous le contrôle d'un gouvernement étranger ou d'une entité publique étrangère, élargissant ainsi le périmètre des opérations susceptibles de faire l'objet d'un contrôle. Cette révision s'inscrit dans le renforcement de la stratégie nationale de sécurité économique. Priorité du gouvernement Takaichi, celle-ci vise à mieux protéger les technologies sensibles, les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement face à l'intensification des rivalités géoéconomiques.

Énergie et minerais critiques | Le 1^{er} juin, la Ministre japonaise des Finances, S. Katayama, et le Président du Groupe Banque mondiale, A. Banga, ont annoncé le lancement de deux initiatives destinées à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en énergie et en minerais critiques dans les pays en développement. La première, *Resilient and Inclusive Supply-chain Enhancement Plus (RISE+)*, est dotée de 20 Mi USD financés par le Japon via le *Japan Trust Fund* du Groupe Banque mondiale. Elle prolonge l'initiative *RISE*, lancée sous Présidence japonaise du G7 en 2023 et financée à hauteur de 75 Mi USD, dont 25 Mi USD apportés par le Japon et 50 Mi USD par d'autres contributeurs (Allemagne, Canada, Corée du Sud, Italie et Royaume-Uni). Alors que *RISE* visait surtout à fournir une assistance technique, favoriser les transferts de technologies et à améliorer le partage d'informations dans le domaine des minerais critiques, *RISE+* doit permettre de soutenir le financement des premiers investissements identifiés dans le cadre de cette coopération. La seconde initiative, *Dynamic Response for Invigorating Value Chains and Energy Security (DRIVE)*, s'inscrit dans le cadre de l'initiative *POWER Asia* annoncée par la Première ministre en avril dernier. Mise en œuvre avec le concours du Groupe Banque mondiale, de la *Japan Bank for International Cooperation (JBIC)* et de la *Japan International Cooperation Agency (JICA)*, elle vise à renforcer la sécurité énergétique des pays en développement grâce à des travaux d'analyse, des programmes d'assistance technique et des dispositifs de préparation aux ruptures d'approvisionnement. Ces deux initiatives s'inscrivent dans la stratégie japonaise de diversification des approvisionnements en matières premières stratégiques. Celle-ci répond à la forte dépendance du Japon à un nombre limité de fournisseurs, particulièrement marquée dans le secteur énergétique, où 87,6 % des importations de pétrole brut proviennent du Moyen-Orient, ainsi que pour les terres rares, dont 69,2 % des volumes importés étaient encore fournis par la Chine en 2025. Elles témoignent aussi de la volonté de Tokyo de mobiliser les institutions financières internationales en tant que vecteur de sa politique de sécurité économique et de résilience des chaînes de valeur.

Corée du Sud

Macroéconomie

Exportations | Les exportations sud-coréennes ont poursuivi leur forte progression en mai, atteignant un niveau record de 87,75 Mds USD, en hausse de +53 % en glissement annuel (g.a.), soit leur rythme de croissance le plus élevé depuis 1984. Cette performance a permis à la Corée du Sud d'enregistrer un excédent commercial historique de 27 Mds USD. Cette dynamique demeure largement portée par le secteur des semi-conducteurs, dont les exportations ont bondi de +169 % sur un an, pour atteindre 37 Mds USD, représentant désormais 42 % des exportations totales du pays. Les exportations d'ordinateurs ont également fortement progressé (+291 %), soutenues par la demande mondiale en infrastructures de calcul destinées à l'IA. Les exportations de produits pétrochimiques ont crû de +47 %, bénéficiant du niveau élevé des prix de l'énergie, tandis que les exportations automobiles ont reculé de -6 %. D'un point de vue géographique, les exportations vers les États-Unis et la Chine ont respectivement progressé de +59 % et +81 % en g.a., confirmant la vigueur de la demande sur les principaux débouchés de l'industrie sud-coréenne. À l'inverse, les exportations à destination du Moyen-Orient ont diminué de -7,7 %. Ces résultats rappellent la dépendance croissante de la performance extérieure sud-coréenne au cycle mondial des semi-conducteurs et au développement des technologies liées à l'IA.

Inflation et politique monétaire | En mai, l'inflation a accéléré en Corée du Sud, à +3,1 % sur un an (après +2,6 % en avril), soit son rythme le plus élevé depuis mars 2024. Cette hausse reflète principalement le renchérissement des produits pétroliers (+24,2 %), dans le contexte du conflit au Moyen-Orient, ainsi que l'augmentation des prix des services liés aux voyages, sous l'effet conjugué des surcharges carburant et de la forte demande associée aux congés du mois de mai. Les tensions inflationnistes apparaissent toutefois plus larges que le seul choc énergétique. L'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, a ainsi atteint +2,5 % en g.a. (contre +2,2 % en avril), suggérant une diffusion progressive des hausses de coûts à l'ensemble de l'économie. Selon les autorités, les mesures de soutien aux prix des carburants ont contribué à limiter l'inflation de 0,6 point, qui aurait autrement atteint +3,7 %. La Banque de Corée (BoK) anticipe désormais le maintien d'une inflation proche de +3 % à court terme, à mesure que le choc pétrolier se transmet aux autres composantes de l'indice des prix. Cette évolution conforte l'orientation plus restrictive de la politique monétaire : la BoK a relevé fin mai sa prévision d'inflation pour 2026 de +2,2 % à +2,7 %, et a indiqué qu'un nouveau relèvement du taux directeur – actuellement à 2,5 % – pourrait être envisagé lorsque les conditions économiques et financières le permettront.

Secteur financier

Marché boursier | Portée par l'envolée des valeurs technologiques et des semi-conducteurs, la Corée du Sud est devenue le 6^{ème} marché boursier mondial par capitalisation. Le *KOSPI* a franchi pour la première fois le seuil des 8 800 points le 1^{er} juin, portant sa progression depuis le début de l'année à près de +100 %. Dans ce contexte, la Commission des services financiers (*Financial Services Commission* – FSC) a annoncé son intention de faciliter l'accès des investisseurs étrangers au marché sud-coréen. Les particuliers non-résidents pourraient prochainement être autorisés à négocier des ETF et ETN sud-coréens par l'intermédiaire de comptes omnibus ouverts auprès de courtiers étrangers, sans avoir à ouvrir de compte individuel auprès d'un intermédiaire financier local. Cette mesure, qui exclurait les produits à effet de levier et les produits inverses, vise à réduire les contraintes opérationnelles pesant sur

les investisseurs internationaux et à favoriser les entrées de capitaux sur le marché sud-coréen. Parallèlement, le *National Pension Service* (NPS) a relevé son objectif d'allocation aux actions domestiques de 14,9 % à 20,8 % à horizon fin 2026, et a temporairement élargi la bande de fluctuation autorisée autour de son allocation stratégique. Cette décision vise à limiter les ventes mécaniques d'actions sud-coréennes induites par les opérations de rééquilibrage du portefeuille à la suite de la forte appréciation récente des marchés. Si cette mesure répond à des considérations de stabilité financière et de fonctionnement du marché, elle marque également une inflexion de la stratégie de diversification internationale poursuivie par le NPS au cours de la dernière décennie. À noter qu'en parallèle, le won, sous l'effet de mouvements spéculatifs, a atteint cette semaine son point le plus bas face au dollar US depuis février 2009, à 1 549 KRW pour 1 USD.

Secteurs non financiers

Réunion ministérielle Corée du Sud-Afrique | La République de Corée a accueilli cette semaine une réunion inédite rassemblant 50 des 54 ministres africains des Affaires étrangères ainsi que quatre organisations continentales et régionales – l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Zone de libre-échange continentale africaine, et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. La réunion avait pour but de renforcer la coopération économique avec le continent, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et les préoccupations croissantes liées à la sécurité des chaînes d'approvisionnement. Séoul a annoncé plusieurs engagements en soutien au développement du continent, notamment dans les domaines (i) des infrastructures, via des subventions et des prêts concessionnels, et (ii) de la santé avec un focus sur la lutte contre les maladies infectieuses. La Corée du Sud entend aussi renforcer sa coopération agricole au moyen du programme *K-Ricebelt*, destiné à soutenir la production rizicole africaine, ainsi que par le biais des transferts de technologies et de savoir-faire dans les domaines des engrais, de l'irrigation et des technologies agricoles avancées. Les autorités sud-coréennes ont par ailleurs mis en avant leur volonté d'approfondir la coopération numérique avec l'Afrique grâce au déploiement de solutions technologiques développées en Corée, notamment dans les domaines du dédouanement, des achats publics et des systèmes statistiques. Les partenariats dans l'enseignement supérieur, la recherche et les sciences figurent également parmi les priorités identifiées. Cette initiative témoigne de la volonté de Séoul d'accroître son ancrage économique sur le continent africain et de diversifier ses partenariats stratégiques, alors que l'Afrique ne représentait encore que 1,7 % des échanges extérieurs sud-coréens en 2025, soit environ 23 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr